

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - juin 1996 - n°3

E
D
I
T
O
R
I
A
L

Une réalité méconnue : les PME-PMI en Afrique

Les PME-PMI (petites et moyennes entreprises / industries) tiennent une place importante dans l'économie africaine. Les politiques économiques actuellement mises en œuvre leur assignent un rôle moteur dans le développement et dans la construction de partenariats Nord-Sud et Sud-Sud. Elles sont également appelées à prendre leur part dans les privatisations. Elles restent pourtant largement méconnues.

Les grandes entreprises, les multinationales spécialisées dans la production et l'exportation des principaux produits de base ou dans l'importation, alimentent les caisses de l'Etat et focalisent l'attention de bailleurs de fonds étrangers. Les millions de petits artisans, commerçants et prestataires de service de l'économie populaire urbaine n'intéressent ni les banques, ni les investisseurs, mais ils font vivre et travailler les trois quarts de la population. Entre les deux, le secteur des PME-PMI où cohabitent des entreprises africaines et européennes. Ces entreprises sont modernes par leurs techniques et leurs modes de gestion. Elles sont en règle avec le fisc. Mais elles ne peuvent pas plus être assimilées aux grandes entreprises, dont elles ne partagent ni les stratégies ni les méthodes ni les moyens, qu'aux petits "informels" qui sont souvent leurs plus sérieux concurrents. En Côte d'Ivoire par exemple, 680 entreprises, dont 60 % sont françaises, cotisent au Mouvement des PME-PMI. On a pu dire qu'elles constituent "le maillon manquant" du développement.

En tout état de cause, il ne semble pas que l'opinion publique française, celle qui suit les affaires africaines, ait une claire conscience de la réalité et des possibilités des PME-PMI africaines.

C'est pourquoi, dans la ligne de l'objectif qu'elle s'est fixée de porter un autre regard sur l'Afrique et de jeter des passerelles entre "africanistes", chercheurs et hommes d'action, secteur public et secteur privé, ONG et entrepreneurs, la CADE a pris l'initiative de s'intéresser à ce secteur d'activité afin de le mieux connaître et de le faire connaître. Nous nous proposons de recueillir auprès des entreprises ou de leurs organisations les réponses aux questions suivantes :

Quelle est la réalité de ce tiers secteur ? Quelle est sa place dans l'économie, en termes d'emplois, de production, de satisfaction des besoins ? Quelle est sa clientèle ? Locale, régionale, extérieure à l'Afrique ? Quelles sont ses stratégies, ses vues d'avenir ? Comment se voit-il par rapport au développement prévisible de l'économie populaire ?

Nous faisons donc appel aux membres de la CADE pour qu'ils nous signalent les PME-PMI qu'ils connaissent en France et en Afrique, les associations ou organismes qui pourraient souhaiter se joindre à cette initiative afin de préparer une rencontre-débat et un livre blanc.

Michel Levallois, membre du Comité de pilotage

La CADE est un réseau d'hommes et de femmes qui veulent porter un autre regard sur l'Afrique.

Comité de pilotage :

Claude BAEHREL, Secrétaire Général du CCFD • Sophie BES-SIS, Historienne et journaliste • Claire BRISSET, Directrice de l'Information du Comité français UNICEF • Sylvie BRUNEL, Directeur scientifique à l'AICF • Jacques CHAUMONT, Sénateur de la Sarthe • Jean CLAUZEL, Préfet honoraire • Georges COURADE, Directeur de recherche à l'ORSTOM • Mamadou DEMBELE, Associé-Gérant à SOFIDEX • Eric DEROO, Réalisateur de Télévision • Patrice DUFOUR, Responsable des relations extérieures à la Banque Mondiale • Xavier de FRANSSU, membre de EGE et Eau Vive • François GAULME, Rédacteur en Chef de Marchés Tropicaux • Gilbert Lam KABORE, Journaliste à ENDA Tiers Monde • Michel LEVALLOIS, Préfet honoraire, Délégué d'ENDA Tiers Monde • Madeleine MUKAMABANO, Journaliste à RFI • Gérard WINTNER, Ancien Directeur Général de l'ORSTOM.

L'un des principaux objectifs de la CADE, un réseau ouvert à toute initiative novatrice, c'est d'alerter les médias, les décideurs et l'opinion publique sur la diversité de l'Afrique, un continent où l'effervescente vitalité des populations est souvent masquée par les idées reçues

Secrétariat: Jacqueline ROUBY,
tous les après-midi de 14 h à
18 h - 5, rue des Immeubles
industriels, 75 011 Paris. Tel: 43
72 19 70/43 72 09 09 - Fax: 43
72 16 81

L'ECONOMIE POPULAIRE URBAINE

L'économie populaire urbaine offre une réponse aux besoins essentiels des populations. Pourtant elle reste mal connue, et continue à être ignorée de la plupart des politiques de développement.

Jacques Bugnicourt, secrétaire exécutif d'Enda-Tiers-Monde. Les villes africaines connaissent différentes formes d'organisation de l'économie. On peut distinguer un secteur "moderne", lié à l'économie internationale et fonctionnant selon les règles européennes ou américaines, et un secteur dit "informel" ou "populaire". C'est dans ce second secteur que travaille la majeure partie de la population. Selon le ministère sénégalais du Plan, au moins 60 % de la population de Dakar y travaillerait, contribuant à hauteur de 50 à 55 % au produit urbain brut - chiffres peut être surestimés mais qui soulignent l'ampleur du phénomène. En quête de reconnaissance, l'économie populaire urbaine commence à être prise en compte par les institutions, qui ne la considèrent plus comme un frein au développement ; mais, dans le meilleur des cas, elle reste perçue comme une simple étape vers la nécessaire insertion de l'ensemble de l'économie du pays dans l'économie mondiale.

Or la question reste entière : le secteur "moderne" constitue-t-il une solution viable pour que l'Afrique sorte du sous-développement ? Quelle crédibilité a le G7 dans sa thèse de sortie de la pauvreté de l'Afrique par le marché mondial ? Les évolutions récentes ont de quoi laisser sceptique. Certes, l'Afrique a parfois connu une reprise de la croissance. Mais cette croissance mérite d'être analysée. Les investissements ont été attirés par une main d'œuvre bon marché, sans réel transfert de technologie, sans réelle possibilité de diffusion dans la population. D'autre part, les perspectives de débouchés de produits africains sur le marché mondial sont modestes. Aujourd'hui, la part de l'Afrique dans les transactions annuelles, autour de 2 %, est en baisse. Le poids économique des pays pris isolément est proche de celui de certaines villes comme Bordeaux. L'Afrique doit chercher à acquérir des techniques de pointe, mais elle ne pourra le faire que si elle se groupe - ce qu'elle commence à faire. En attendant, les investisseurs tant locaux qu'étrangers sont séduits par d'autres destinations. L'essentiel de l'économie "moderne" en Afrique repose aujourd'hui encore sur l'extraction de matières premières qui se rétractent et ses revenus servent avant tout au remboursement de la dette.

L'économie populaire urbaine, en revanche, comporte un potentiel important de réponse aux besoins locaux. A Antananarivo, 74 % des achats sont réalisés dans ce secteur, ce qui signifie qu'une grande partie des classes

moyennes et riches s'y ravitaillent. De nombreux exemples montrent qu'il tend à remplacer la puissance publique défaillante, pour la construction de réseaux d'adduction d'eau, l'assainissement des eaux usées, la collecte des ordures ménagères, le transport... C'est là sa force : elle fonctionne au plus près des besoins, avec un dynamisme qui fait face à la fois aux besoins individuels et aux besoins collectifs.

Le recours à l'emploi local est la base de l'économie populaire, ce qui assure la redistribution des revenus. Ce secteur devrait concentrer les neuf dixièmes de l'emploi urbain d'ici à dix ans. La concurrence y joue son rôle, tout en laissant sa chance à chacun. La production est fractionnée en une multitude de petites unités flexibles et la marchandise est proposée en toutes petites quantités. En règle générale, c'est une économie qui a le goût de l'intersticiel, du faufilement, qui possède une grande souplesse.

C'est un secteur très créatif, beaucoup plus technique qu'on ne le croit, et qui sait se donner une expression culturelle. Cette économie a une composante culturelle qui réduit la rupture entre l'économique et le socio-culturel. Par ailleurs, elle fonctionne à la fois comme productrice et comme salvatrice. Elle internalise le coût des maladies, des formations, faisant ainsi preuve d'un dynamisme rare malgré les condamnations légales à l'illégalité et le processus permanent de destruction au profit du secteur "moderne". 200 000 cylo-pousses ont ainsi été jetés à la mer à Djakarta.

L'un des problèmes posés est celui de l'accumulation. L'économie populaire est sans doute accumulatrice, mais selon des modes mal connus. L'argent circule, sous forme d'épargne, de crédit, de chèques sociaux, mais l'investissement est essentiellement humain. La monnaie est échangée fréquemment dans des réseaux interconnectés, et ce type de circulation entraîne une organisation beaucoup plus tissée que l'économie "moderne". De nombreux petits acteurs forment entre eux des milliers de connexions.

Il est donc plus que probable qu'on trouvera encore longtemps l'économie populaire urbaine dans le paysage des villes africaines. Il faut espérer qu'elle saura opérer une lente modernisation, et s'orienter en partie vers l'exportation. On peut en tous cas compter sur elle pour apporter une contribution majeure à une croissance équilibrée, reposant sur deux pieds, un "pied moderne" et un "pied populaire".

Philippe Hugon, économiste, maître de conférence à l'université Paris X Nanterre, est globalement d'accord avec cette analyse optimiste de l'économie populaire urbaine. L'activité bancaire en particulier lui semble

(suite de la page 2) jouer un rôle important. Car aujourd'hui, neuf dixième des agents sont exclus des services bancaires. Les activités bancaires informelles leur offrent un ensemble de services, d'offres de crédits, qui reposent sur les relations de confiance.

Néanmoins, il tient à montrer les limites des activités "informelles". Elles reposent sur la solidarité mais aussi sur le pouvoir, par exemple lorsque sont employés d'anciens captifs. Le fractionnement des produits rend difficile les progrès de productivité. Quant à l'accumulation du savoir et du capital au sein des micro-entreprises, la logique dominante est la diversification, qui permet la répartition des risques mais pas la croissance de l'entreprise.

Ce pan de l'économie a un rôle social, dynamique, innovant... Mais peut-on en faire un modèle alternatif dans un monde globalisé ? On peut supposer que l'Afrique ne pourra pas s'inclure dans une économie mondialisée de façon compétitive avant quinze à vingt ans. Il est donc vrai que l'économie "moderne" ne suffira pas. L'enjeu crucial semble donc être l'interface entre les deux secteurs. Sur les autres continents, l'Asie et l'Amérique latine, l'articulation est meilleure, notamment par la sous-traitance. Il n'existe pas en Afrique, par exemple, de systèmes de financement pour les micro-entreprises à risques, ni de formation qui permette aux scolarisés de se mettre au service de l'économie populaire urbaine.

Il faut donc relativiser l'analyse. L'économie populaire urbaine joue un rôle fondamental, mais elle ne peut, à elle seule, sortir l'Afrique de la pauvreté. Il faut l'aider, la moderniser mais sans lui assigner d'être l'avenir de l'économie africaine.

A propos d'économie populaire urbaine...

Le dernier numéro d'International Labour Review, 1995 Vol 134 N° 6, qui est la revue du BIT vient de publier un important article sur le secteur informel : "légalisation ou laissez-faire ?" de Carlos Maldonado du BIT.

Le point de vue de l'auteur de l'article est une défense et une illustration de positions qui sont très proches de celles que défend ENDA sur ce sujet important et controversé. Il affirme d'abord que "la promotion de ce secteur est l'un des principaux problèmes de la politique du développement aujourd'hui". Il passe ensuite en revue les résultats de plusieurs études menées dans une optique néolibérale qui postule le desserrement des règles imposées aux entreprises du secteur moderne et la nécessité de les protéger de la concurrence "sauvage" des petites entreprises du secteur informel par leur normalisation..

Les conclusions de l'article sont fort intéressantes :

1/ les entreprises informelles ne sont pas dans une

situation de totale illégalité mais elles ne se conforment qu'au minimum d'obligations qui sont compatibles avec leur survie.

2/ Le problème n'est pas tant de légaliser les entreprises de ce secteur que de créer les conditions économiques, politiques, institutionnelles et sociologiques, qui leur seront favorables et qui leur offriront des possibilités de mieux travailler et de vendre plus.

3/ Modifier les procédures, les lois, les textes et les institutions ne peut être une fin en soi. L'important est de mettre en oeuvre au niveau local un processus de dialogue, un processus interactif, afin d'impliquer les intéressés dans la mise au point des décisions qui les concernent pour l'enregistrement de leur entreprise, la fiscalité, le statut de leurs employés, l'accès au crédit et à l'information. Ce qui suppose que soit rétablie la confiance entre les "entreprises" de l'informel et les instances gouvernementales qui ont eu jusqu'à présent une attitude très "conservatrice" à l'égard de ce secteur.

Une bibliographie préparée par le CHEAM et l'IAP était proposée aux participants.

Le programme de la CADE pour 1996-1997

Le Comité de pilotage a retenu le programme indicatif suivant pour les rencontres-débats de l'année prochaine.

- 18 septembre 1996 : L'Etat et la décentralisation
- 23 Octobre : L'Afrique du Sud : l'expérience des forums locaux de négociation
- 27 Novembre : Les success stories du développement
- Janvier 1997: L'Afrique des entrepreneurs
- Février 1997 : Ethnisme et nationalisme au Nigeria
- Mars 1997 : l'Afrique des femmes
- Avril 1997 : l'Afrique de la recherche
- Mai 1997 : L'Afrique de l'Est- (thème à préciser)
- Juin 1997 : L'Afrique du temps long

Agenda

Henri Marchal nous communique :
à Marseille : "**Arman et l'art africain**" du 23 juin au 30 octobre 1996 dans la chapelle du Centre de la Vieille Charité.

à Genève : "**Tambours d'Afrique et d'Océanie**".
Musée Barbier-Mueller, jusqu'au 31 décembre 1996

La Lettre de la CADE

CADE, 5, rue des Immeubles industriels, 75 011 Paris, France. Téléphone : 43 72 19 70. Fax : 43 72 16 81.
E-mail : endaparis@gn.apc.org • Directeur de publication : Michel Levallois • Comité de rédaction : Gilbert Lam Kaboré ; Lucas Patriat • Impression : L'Internationale Reprographie, 21 ter, rue Voltaire 75 011 Paris.

L'AGENDA DE LA CADE

Mercredi 18 septembre

L'Etat et la décentralisation

avec Jean Clauzel et Jean-Pierre Elong Mbassi

Mercredi 23 octobre

L'Afrique du Sud

Mercredi 27 novembre

Les success stories du développement

Informations

Notre premier article dans la presse est paru dans le numéro 73 d'avril 1996 du mensuel *Les réalités de l'Ecologie*.

Cette revue a consacré quatre pages de sa rubrique "Echosavoir" à l'Afrique et à l'afropessimisme - une interview de René Dumont et un article de Michel Levallois intitulé "Le naufrage de l'Afrique est une caricature".

Ne manquez pas le cycle **Jean Rouch**.

Vous pourrez revoir *Cocorico Monsieur Poulet - Dongo hori - Bataille sur le grand fleuve - Cimetière dans la falaise - Moi un noir*.

Jusqu'au 31 juillet 1996, au Jeu de Paume place de la Concorde.

Vie du réseau

A ce jour 22 abonnements de soutien ont été souscrits. Merci à ceux qui l'ont fait !

Certes, la CADE a besoin de votre participation financière, mais elle a encore plus besoin d'affirmer sa vitalité et son indépendance.

ATTENTION : la prochaine rencontre-débat a exceptionnellement lieu le mercredi 18 septembre, et non le dernier mercredi du mois.

Un nouveau départ pour *Politique Africaine*

Dans sa dernière livraison sur Besoin d'Etat, Georges Courade inaugure sa présidence de l'ACPA et sa direction de la revue par un éditorial dans lequel il présente les orientations qu'il compte donner à cette revue qui a quinze ans d'existence et qui publie son 61ème numéro. Elargir le cercle de ses collaborateurs au-delà des professionnels de la recherche et de l'Université, ouvrir un accès plus large et plus diversifié à des plumes africaines, et à ceux qui opèrent sur le terrain, prendre le risque de prendre position sur l'actualité pour "une vision plus juste et plus actuelle d'une Afrique plurielle, loin des mythes, des dogmes et du mépris".

Une nouvelle revue contre l'afropessimisme

La revue *Sociétés africaines et diaspora* vient de publier son premier numéro. Dirigée par Babacar Sall - le comité de rédaction est composé d'universitaires et de chercheurs africains -, publiée par l'Harmattan, cette revue universitaire et pluridisciplinaire veut donner un nouveau souffle et une meilleure visibilité aux recherches sur l'Afrique et sa diaspora dans le domaine des sciences humaines, sociales et littéraires.

Villes entrepreneurs : de l'action participative à la gouvernance urbaine ENDA-ACDI 1996

Malick Gaye, d'ENDA-Tiers Monde, explique dans un livre de 170 pages comment les villes du tiers-monde peuvent être "entrepreneuses", c'est-à-dire le lieu de naissance d'une nouvelle citoyenneté, d'une autre façon de gérer l'espace et ses habitants, avec la participation active de tous, et d'abord des plus pauvres, des jeunes et des femmes.

Il présente plusieurs opérations de ramassage d'ordures ménagères, de construction de stations d'épuration, de fabrication de compost, de restructuration de l'habitat spontané, d'installation et de gestion de bornes-fontaines, d'éducation sanitaire. A travers elles et les techniques de communication qui ont permis leur succès, se dessine cette démocratie par le bas qui est sans doute un des plus sûrs espoirs de l'Afrique de demain.

Abonnement de soutien à La Lettre de la CADE :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postale : Ville :

Je désire recevoir pendant un an (9 numéros) *La Lettre de la CADE* et ainsi soutenir l'activité du réseau. Chèque de **150 francs** à verser à l'ordre d'ENDA Tiers-Monde.